



ALTERNATIVES CITOYENNES

Bimestriel d'information et d'échanges du Programme Concerté Pluri-Acteurs - PCPA-Congo
Siège : Case J-043 V-OCH-Moungali III - Brazzaville / www.pcpacongo.org
Directeur de publication : Félix BATANTOU OUMBA ; email : bajeanfelix@gmail.com

Le contenu de ce journal ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant la position du Gouvernement congolais, du Ministère français des Affaires étrangères et de l'Union européenne.

NUMERO - 015 - Janvier 2013

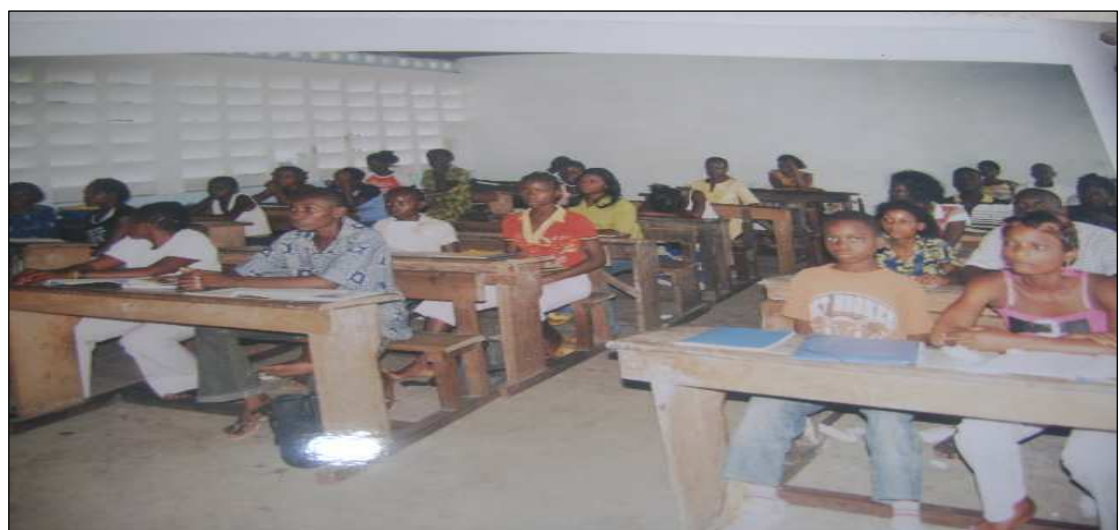
Gratuit



La plateforme « Education, Formation, Insertion »

Eduquer pour mieux insérer

(P. 2)



AJID (Congo) – YIDIKA (France)

Les deux associations ont décidé de faire route ensemble

(P. 9)



Direction générale de la formation qualifiante et de l'emploi

1792 jeunes désœuvrés et déscolarisés formés dans 17 filières

(P.12)

PROBLEMES ET APPROCHES SUR L'INSERTION SOCIO ECONOMIQUE DES JEUNES AU CONGO

(P. 10 — 11)

La plateforme « Education, Formation, Insertion »

Eduquer pour mieux insérer

La plate-forme « Education, Formation, Insertion » comprend 20 organisations et un conseil départemental (Sangha), membres du PCPA. Dans le cadre de la mise en œuvre de ses activités, cette plate-forme a élaboré un projet porté par le Réseau des Intervenants sur le Phénomène des Enfants en Rupture avec les Parents (REIPER). Et se réalisera à Brazzaville, Pointe-Noire, Dolisie, Ouessou, et Djambala.

Le projet « *Harmonisation des méthodes d'intervention des dispositifs de formation et d'insertion des jeunes en situation difficile* », consiste à mener un diagnostic exhaustif sur les dispositifs, méthodes et procédures de formation et d'insertion des jeunes existants et s'engager dans le plaidoyer, en vue d'harmoniser les méthodes d'interventions des acteurs.

Ainsi la plate-forme, à travers ce projet, voudrait contribuer à l'amélioration mais aussi à l'harmonisation des méthodes d'intervention des acteurs de formation et d'insertion des jeunes en situation difficile, pratiquées par chacune des OSC membres du PCPA. C'est le chemin par lequel, la plate-forme se veut un outil pour diffuser et vulgariser les informations sur les dispositifs publics et privés de formation ainsi que les possibilités, conditions d'insertion et d'accompagnement des jeunes ; et proposer la collaboration de la



Des élèves dans une salle de classe

société civile aux pouvoirs publics dans l'insertion économique des jeunes ? Quelle relation avec les entreprises/ avec les pouvoirs publics ?

Les 20 membres de la plate-forme « Education, Formation, Insertion » se proposent, également, d'apporter des réponses aux interrogations suivantes :

- a)-quels dispositifs pour la formation et l'insertion professionnelle des jeunes en difficulté ?
- b)- quelle place des associations

cherche documentaire ; Sensibiliser les acteurs nationaux et internationaux intéressés par la formation et l'insertion professionnelle des jeunes ; Proposer des pistes de solutions visant à insérer, efficacement et durablement, les jeunes déscolarisés. Le système éducatif congolais étant régi par la loi 25/95 du 17 novembre 1995 disposant entre autres que : « *Tout enfant vivant sur le territoire du Congo a droit, sans distinction d'origine, de nationalité, de sexe, de croyance, d'opinion ou de fortune, à une éducation qui lui assure plein développement des ses aptitudes intellectuelles, artistiques, morales et physiques ainsi que sa formation civique et professionnelle. La scolarité est obligatoire jusqu'à l'âge de 16 ans* ».

L'étude montre l'évolution des effectifs des enfants échoués aux lycées techniques industriels et com-

merciaux du 1^{er} mai et 5 février, ainsi que celle des lycées d'enseignement général de Brazzaville, en l'occurrence : Lycées Savorgnan de Brazza, chaminade, Révolution, Emery patrice Lumumba, Thomas Sankara, Réconciliation et Antogno Agostino Neto.

Selon cette étude, en comparant les admis et les échoués dans les Lycées techniques et commerciaux d'une part et dans les Lycées d'enseignement général d'autre part, il ressort que : Le pourcentage d'exclus ces trois dernières années scolaires (2009-2010, 2010-2011, 2011-2012) est supérieur au pourcentage d'admis dans les Lycées techniques et commerciaux. Le pourcentage des admis pour la même période est légèrement supérieur au pourcentage des exclus dans les lycées d'enseignement général de Brazzaville. Par contre le pourcentage des ad-

mis (43,34%) est inférieur au pourcentage des exclus (57,66%) sur une période de 6 ans. En tenant compte des effectifs des jeunes déscolarisés de Brazzaville la proportion des jeunes déscolarisés de Brazzaville issus des deux types de lycées est de 40,29% contre 38,67% d'admis pendant ces trois dernières années. La moyenne annuelle, dit cette étude, des jeunes déscolarisés de Brazzaville est de 11 724 personnes. Elle propose d'importantes recommandations qui devraient être prises en compte par les décideurs à différents niveaux d'une part, et par les parties prenantes dans le domaine d'insertion professionnelle des jeunes déscolarisés d'autre part. En conclusion, l'étude affirme, « il s'avère important et urgent de s'attaquer à la dite problématique ».

Chaque OSC gagnera ainsi en force et en capacité. A l'issue de ce projet, la plate-forme disposera d'une cartographie des organismes publics et privés de formation et d'insertion professionnelle des jeunes. Celle-ci pourra être régulièrement actualisée, en rapport avec les institutions habilitées de l'Etat (ONEMO, par exemple).

Franck Roger MATOKO

Insertion professionnelle des jeunes déscolarisés

ONVD, s'attaquer au mal

L'Organisation Nationale des Volontaires pour le Développement (ONVD) vient de réaliser l'étude sur la problématique de l'insertion professionnelle des jeunes déscolarisés de Brazzaville dans le cadre du projet « Renforcement des capacités institutionnelles et opérationnelles des ONG membres du CCOD (conseil de concertation des ONG de développement) ». Ce projet est appuyé financièrement par la Délégation de l'Union européenne en République du Congo.

L'objectif de cette étude était de : Montrer l'ampleur du problème de déscolarisation des jeunes congolais, en général, et ceux de Brazzaville, en particulier, à travers la re-

Appui à l'éducation alternative et apprentissage des métiers

ANEP initie les jeunes de Mvou-Mvou à l'apprentissage des métiers

L'Association nationale pour l'éducation prénatale (ANEP), en 2012, a formé 31 jeunes de l'arrondissement 2, Mvou-mvou, à Pointe-Noire. La formation a concerné quatre métiers : la mécanique, la soudure, la coiffure et la couture.

Sur un effectif de 31 jeunes, 15 animateurs et les auditeurs, afin opérée sans encombre. Afin de comme prévu dans le projet. Ainsi, d'entre eux ont été formés en d'améliorer leur savoir-faire. donner un fort succès au projet, bien les partenaires nationaux ont dû coiffure, 10 en couture, 4 en L'évaluation du niveau d'acquisition des actions ont été menées, remettre la main à la poche pour la soudure et deux en mécanique. Cet des apprenants et le renforcement notamment le suivi des apprenants prise en charge des bénéficiaires échantillonnage est composé de 27 des capacités des promoteurs, et la supervision des encadreurs surnuméraires.

jeunes filles contre 04 garçons. Ces jeunes, après avoir reçu un kit d'apprentissage, ont été placés dans cinq ateliers sous contrat auprès des maîtres artisans de Pointe-Noire.

Cette formation est inscrite dans le cadre du *Projet « Appui à l'éducation alternative et d'apprentissage des métiers des jeunes déscolarisés et non scolarisés de Mvou-Mvou »*, mis en œuvre dans le cadre d'un financement du Programme Concerté Pluri – Acteurs (PCPA Congo) dont le chef de file est le CFSI. L'ANEP Congo a réalisé ce projet en collaboration avec le ministère de l'enseignement



Les auditeurs du niveau II du cours d'alphabétisation

primaire et secondaire, chargé de l'alphabétisation et la direction départementale des affaires sociales de Pointe-Noire.

Il sied de signaler que le projet vise la réduction de l'analphabétisme, et la formation des jeunes désœuvrés. Pour cela, le projet avait prévu de placer et suivre les apprenants dans les ateliers, former et suivre les

mêmement. Pendant les cours. Un espace Pour ces raisons, des activités d'échanges et de discussions avec destinées à sensibiliser les les parents des bénéficiaires a populations riveraines devaient être même été institutionnalisées.

Entre temps, l'ANEP Congo et ses ANEP Congo et ses partenaires ont partenaires ont été confrontés à une procédé à l'identification des forte demande des jeunes candidats bénéficiaires. Une sélection à l'apprentissage des métiers, ce qui minutieuse basée sur des critères explique l'explosion du nombre de rigoureusement sélectifs a été bénéficiaires à 31 au lieu de 25

Aussi, pour garantir la durabilité du projet, des engagements ont-ils été pris au niveau national. Ainsi pour leurs parts, la direction départementale de l'artisanat et la direction départementale des petites et moyennes entreprises entendent appuyer l'installation et le placement des apprenants en coiffure, soudure, couture et mécanique.

Le ministère de l'enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation payera les salaires des animateurs du centre pour l'année 2012- 2013. L'ANEP, quant à elle, s'engage à rechercher les gaps de fonds manquants. Aussi, espère-t-elle mettre à profit les fonds qui viendront du Conseil national de lutte contre le Sida, afin d'assurer l'insertion sociale des jeunes déscolarisés et non scolarisés formés dans les métiers de soudure, coiffure, couture et mécanique. Concernant ce projet l'insertion connaît déjà ses premiers lauréats.

Junior NGUEMBO

Les bonnes pratiques associatives à respecter (*Référentiel à l'intention des OSC membres du PCPA*) :

- Appliquer la démocratie interne et valoriser l'appropriation de l'organisation par ses membres;
- Rendre chacun responsable face au groupe;
- Garantir la transparence;
- Avoir une gestion comptable et financière saine;

(Suite, prochain numéro)

Appui et suivi éducatifs en milieu autochtone, à Djambala

Des enfants autochtones suivent normalement leur cursus scolaire grâce aux cantines scolaires

Dans le cadre du renforcement des capacités des organisations de la société civile congolaise, le PCPA a financé, en juillet 2011, à travers son Fonds d'Appui aux Projets (FAP2), le Projet « Appui et suivi éducatifs en milieu autochtone » présenté par l'Association Congolaise pour la Défense et l'Intégration des Populations Autochtones (ACDIPA), en partenariat avec l'Association pour le Développement Urbain et Rural (ADUR).

Le projet « *Appui et Suivi Educatifs en Milieu Autochtone* », mis en œuvre dans le District de Djambala (Département des Plateaux Urbaine de Djambala (Ngoulayo), à Abba et Ebalá (localités situées chacune à 50 Km de Djambala), a pour objectif général, de faciliter l'accès des enfants autochtones du district de Djambala aux services d'éducation. Spécifiquement le projet a appuyé la scolarisation de 115 enfants autochtones, pour l'année scolaire 2011 – 2012 et a réduit de 75% le taux d'abandon de la scolarité des enfants autochtones, pour la même période scolaire.

Le projet escompte comme résultats l'octroi des pièces d'état civil à 50 enfants autochtones, la dotation des kits scolaires (fournitures scolaires, uniformes et paires de sandales) à 125 enfants autochtones, la fréquentation régulière jusqu'à la fin de l'année 2011 – 2012 des salles de classe de 125 enfants autochtones, l'amélioration des conditions hygiéniques de 50 ménages autochtones, la culture du manioc et la pratique l'élevage de 50 ménages autochtones dont les enfants sont scolarisés.

En termes d'activités, ces résultats se traduisent comme suit : l'appui

alimentaire aux enfants scolarisés par la création des cantines scolaires dans 3 écoles où sont scolarisés les enfants autochtones ; la formation des prestataires en communication sur les règles d'hygiène et d'assainissement du cadre vie ; l'éducation des ménages autochtones à la santé (hygiène et assainissement du cadre de vie); l'élaboration des messages à diffuser lors des séances d'éducation sur l'hygiène et l'assainissement du cadre de vie avec l'appui d'un agent de santé, le suivi de l'application des règles d'hygiène et de l'assainissement du cadre de vie ; l'appui des ménages à la culture du manioc et à l'élevage des poules de race améliorée ; la Formation des partenaires en gestion administrative et en bureautique.

Dans le cadre de la scolarisation, le projet a pu distribuer à 53 enfants autochtones : 212 cahiers, 53 ardoises, 115 paires de sandales, 53 uniformes confectionnés, 100 livres de CP (cours préparatoire). Il a permis à 48 enfants d'obtenir une pièce d'état civil sur 50 prévues. Ces pièces sont en attente de signature à la Sous-préfecture de Djambala.

La scolarisation des enfants autochtones est confrontée au

problème de leur maintien, toute l'année scolaire, à cause des

activités liées à la chasse et à la cueillette.

La création des cantines scolaires est une des solutions pour les maintenir à l'école. Ainsi trois (3) cantines scolaires, gérées par les

été distribué à 40 ménages sur 50



Enfants et parents autochtones

ménages autochtones, ont été prévus, sous forme de kit dans les créées dans les trois (3) sites de projet. Les cantines scolaires sont

dotées des bidons de 25 litres de poisson salé, des cartons de tomate en boîte, des sacs de sel, des casseroles et couverts. Cela a permis à 93 enfants autochtones sur 125 prévus dont 23 à Abba, 44 à Ebalá et 26 à Ngoulayo (site de Djambala) de bénéficier, régulièrement d'une ration

Denis Bertrand OBA

Pour d'autres informations du Programme Concerté Pluri-Acteurs, consultez notre site internet :

www.pcpacongo.org

Education au vivre ensemble, à la paix et au civisme

AEP, berger du vivre-ensemble

« Education au Vivre ensemble, à la Paix et au Civisme », voilà le délicat but que s'est assigné l'Action évangélique pour la paix (AEP), une organisation de l'Eglise Evangélique du Congo.

Pour y parvenir, l'AEP avait signé une convention de financement, dans le cadre du Fonds d'appui projets (FAP), courant 2011 avec le Programme concerté pluri-acteurs (PCPA), un programme de développement basé en République du Congo et dont le chef de file est le CFSI (Comité Français pour la Solidarité Internationale).

Pour faire valoir davantage la paix et s'ouvrir au monde et aux partenaires ont procédé à la mener et les rapports descriptif et concertation entre organisations de autres. préparation de la marche pour la financier afférents à la mise en

la société civile et entre ces Pour réussir la mise en œuvre dudit paix. Celle-ci a consisté en la œuvre des activités intermédiaires organisations et les pouvoirs projet, six activités essentielles production des documents et présentés par le Chef de projet et la publics, l'AEP s'était associée avec avaient été retenues : la formation panneaux portant sur les chargée des finances.

l'Ecole de la paix, le Défap et le du chef du projet ; la formation à thématiques du vivre ensemble, la Cette activité a permis également ministère congolais de l'éducation concertation avec les pouvoirs paix et le civisme. aux différents partenaires de

civique et de la jeunesse. Les trois publics, négociations avec les Courant février 2012, un symposium renouveler leur engagement pour la partenaires devaient, durant un an, pouvoirs publics et l'ensemble des a été organisé à Brazzaville au profit bonne marche du projet.

mettre en œuvre ce projet dans cinq acteurs impliqués dans la diffusion de dix formateurs d'animateurs à

localités : Brazzaville, Pointe-Noire, Dolisie, Djambala et Ouesso.

Pour ce faire, l'AEP et ses partenaires devraient améliorer leurs capacités de concertation avec les pouvoirs publics et l'ensemble des acteurs impliqués dans la diffusion de la culture de paix. La formation d'une dizaine de formateurs et d'une trentaine d'animateurs devrait permettre d'affiner et d'utiliser à bon escient l'outil de mise en œuvre du projet. Dans cette odyssée d'apprentissage du vivre-ensemble, l'AEP et

partenaires prévoyaient de développer la culture de la non-violence et de la paix chez l'enfant.

En vérité, l'action vise le développement d'une culture citoyenne chez l'enfant, en mettant en exergue des attitudes positives de dialogue, de compréhension de l'autre, d'acceptation des différences pour, enfin, l'amener à comprendre la nécessité du vivre-ensemble.

Cela, pour permettre à l'enfant d'acquérir des compétences d'observation, d'analyse et d'argumentation, pour être acteur de

La réussite au bout de l'effort

Afin de renforcer les capacités du chef de projet portant sur « L'éducation au vivre ensemble, à la paix et le civisme », Jean Raïs Hermann Louamba Honghat, a effectué un séjour de formation, à Grenoble en France, courant novembre 2011. But de la mission a été d'acquérir des compétences adéquates à l'utilisation de l'outil pédagogique nécessaire à la mise en œuvre dudit projet.

Consécutivement à cette mission d'imprégnation, l'AEP et ses



Une séance d'animation dans une salle de classe à Dolisie (Département du Niari)

l'usage de l'outil de mise en œuvre du projet.

Au cours de celui-ci, des conférences-débats traitant des thématiques variées - « je suis comme ça » ; « Ensemble dans la diversité » ; « Face aux exclusions » - ont été présentées par des experts en se référant au Guide pédagogique et au Carnet de route. Un comité de pilotage a été tenu dans la capitale congolaise et a

permis aux différents partenaires d'adopter le programme d'activités à

Et quoi d'autres encore ? En mars 2011, 30 animateurs ont été initiés à l'usage de l'outil pédagogique nécessaire à la mise en œuvre du projet « Education au Vivre ensemble, à la Paix et au Civisme ». La session a eu lieu consécutivement à Brazzaville et à Pointe-Noire. L'AEP et ses partenaires ont, certes, rencontré des difficultés. Mais elles n'ont pas été de taille à influencer les résultats du projet.

Jean Bruno MITSOKO

Des femmes vivant avec le VIH/Sida réinsérées dans la vie sociale

A environ 10 km, au nord de Brazzaville, précisément au quartier Mikalou dans l'arrondissement 9 Djiri, se met en œuvre un projet qui vient en aide aux personnes vivant avec le VIH/Sida : « *Réinsertion socioprofessionnelle des femmes séropositives par la formation en coupe et couture* », financé par le Programme Concerté Pluri-Acteurs (PCPA Congo) et porté par l'Association Femme Plus du Congo (AFPC).

20 femmes séropositives y suivent cellule familiale. Mais la principale la formation en coupe et couture, en difficulté a, toujours, été leur prise gestion financière et à la vie en charge, leur réinsertion sociale. associative.

Ce projet, comme l'affirment les



Vue des couturières formées par le projet

Selon Blandine Sita, présidente de bénéficiaires, est le catalyseur qui l'AFPC « les bénéficiaires de ce leur permet de se réinsérer dans la projet sont ravies, car elles y vie sociale. L'autre niveau, renchérit trouvent leur compte. Elles sont, Blandine Sita, « c'est l'acceptation maintenant, à mesure de se prendre dans la société que la personne en charge à travers la couture. La vivant avec le VIH/SIDA n'est pas preuve : à la rentrée scolaire 2012- finie, mais c'est une personne 2013, elles ont vendu des uniformes encore utile. Les gens ont compris d'élèves. Actuellement, ces femmes qu'il ne sert à rien de rejeter les se sont épanouies et se sentent personnes vivant avec le VIH/SIDA encore utiles et font fi de la et sont mieux informées les modes stigmatisation à la quelle elles font de contamination ».

face quotidiennement. Car ce projet « Je suis veuve avec une famille a contribué à leur réinsertion sociale nombreuse. Etant séropositive, et familiale. Le projet leur permet j'étais marginalisée, partant, plus d'acquérir l'autonomie au sein de la rien ne pouvait plus me réussir. Je famille ».

Les multiples formes de stigmatisa- subvenir aux besoins de mes tion font en sorte que les personnes enfants. Quand je m'engage pour ce vivant avec le VIH/Sida se sentent projet, des voix se sont levées pour exclues de la société voire de la se moquer de moi. Mais, cela n'a

pas ébranlé ma décision d'appren- optimisme. « De par la formation dre un métier pour ma prise en reçue ces couturières peuvent se charge. J'habite Mayanga, un sentir heureuses de rivaliser avec quartier de l'arrondissement 8, à 14 les autres couturières sorties des Km au sud de Brazzaville, ce qui grands centres à l'étranger. Les me demande de la volonté modèles qu'elles confectionnent, d'apprendre et de déboursier une déjà, sont d'une bonne qualité. Le certaine somme par jour pour mon point fort pour la suite, c'est le fait transport. Présentement, je propose qu'elles ont appris à travailler en des « modèles » aux clients qui équipe et continueront à évoluer en s'écoulent bien. Je me prends en groupe. Cela, me rassure quant à charge de cette façon », témoigne l'avenir » a-t-il affirmé.

Simone.

Thècle, une autre apprenante au femmes formées, aura droit à un kit projet, affirme « Je suis orpheline dont la machine à coudre. Elles de père et de mère. Séropositive, seront installées dans des ateliers, j'ai été chassée par ma famille. Ce par groupe de 5, dans le but de projet m'a redonné le sourire. travailler en coopérative.

J'arrive à subvenir à mes besoins et Des comptes seront ouverts dans de participer aux besoins de ma des banques de la place pour les famille. La conséquence est que les amener à épargner, en vue d'une mêmes qui m'ont chassée me auto-prise en charge. Hormis ces donnent du crédit, aujourd'hui, grâce ateliers, un autre atelier sera à ce projet ».

fonctionnel au siège de l'AFPC, pour



Les membres du Copil, de la Cellule exécutive et les membres du projet AFPC posant à l'issue de la visite.

Satisfait du travail abattu, Parfait le compte de l'association où des BOURIYISSA, Encadreur en couture femmes se relaieront pour travailler. pour ce projet, scrute l'horizon avec

Justin Ducker MAMBIKI

Le MMPSD déterminé à encadrer les filles-mères à Brazzaville

« Accompagnement à l'installation de 30 couturières formées dans nos ateliers respectifs, soit 6 ateliers de 5 filles-mères couturières ». Tel est l'intitulé du projet qui se déroule dans les arrondissements 1, 2 et 3 (Makélékélé, Baongo, Poto-Poto) de Brazzaville, porté par le MMPSD (Mouvement des Mères pour la Paix, la Solidarité et le Développement). Le projet vise à contribuer à la lutte contre la pauvreté par l'insertion de trente (30) filles-mères, célibataires, formées, en les installant dans les ateliers par groupes de six (6) selon le mérite, suivi d'un accompagnement.

Grâce à l'appui financier du Programme Concerté Pluri Acteurs (PCPA Congo) dont le chef de file est le Comité Français pour la Solidarité Internationale (CFSI),



Vue partielle de l'atelier

Mouvement des Mères pour la Paix, la Solidarité et le Développement (MMPSD), en partenariat avec l'Association Féminine pour le Développement des Initiatives Communautaires (AFDIC) et l'Association des Mamans Couturières Unies de Mfilou (AMCUM), entend accompagner 30 couturières dans la capitale congolaise. Cela dans le cadre du projet d'« Accompagnement à l'installation de 30 couturières formées ».

Dans un premier temps, 75 filles-mères ont été initiées à la gestion des activités génératrices de revenus et à la vie associative. Puis un tri sélectif basé sur des critères rigoureusement choisis a été opéré afin d'extraire du lot 30 filles-mères qui seront assistées et

le comité de suivi assistera en matière de gestion administrative et comptable les filles-mères formées, pour qu'elles s'organisent dans le cadre du remboursement des coûts relatifs à leur installation. Ces fonds devront servir à installer de nouveaux ateliers de filles-mères. Ce n'est pas tout : les participantes se sont également essayées à l'organisation administrative notamment sur les enregistrements des clients, la gestion du courrier. La découverte de toutes ces bonnes pratiques associatives a laissé place à une liesse. D'où des témoignages de jeunes filles : Flavie Loubondo est l'une d'elles.

Elles ont un niveau beaucoup avancé puisqu'elles arrivent à travailler sans assistance. Elles reçoivent les clients et arrivent à les satisfaire. Elles échangent beaucoup, entre-elles, sur les travaux à faire. C'est l'un des avantages qu'elles ont. Sous peu, ces filles seront installées dans des ateliers,

elle déclare : « J'ai été sélectionnée pour travailler en équipe. Elles bénéficieront des acquis du projet, ainsi que d'un suivi de 6 mois. Nous créerons des marchés, pour elles, auprès des écoles et autres ».

La frénésie aidant, Céleste Bouaka, quant à elle, lance : « Je vais maintenant disposer d'une machine à coudre, pour travailler tous les jours et gagner de l'argent ».

Pour Cécilia, la joie est au comble : « Ma vie va changer et je serai autonome ».

Pour Françoise LOUBONDO (Association les Mamans Couturières Unies de Mfilou), Maitre-couturière pour le projet, « Les filles viennent en deux vagues de 15, le matin et l'après-midi. C'est pour pallier les absences dues aux occupations des filles-mères que nous avons mis en place ce

A propos des difficultés, Françoise LOUBONDO affirme, « celles qui étaient enceinte, les malaises ne leur ont pas permis d'être assidues à l'apprentissage. Nous avons invité des OSC de santé pour des animations à la planification familiale, pendant la formation. La gamme d'informations reçue a permis aux filles de se préserver, dorénavant, et cela a résolu le problème ».

En attendant la fin du projet, les animateurs du PCPA sont à pied, d'œuvre afin de garantir l'excellente réussite de ce projet.

Jean Bruno MITSOKO

Arbre de vie renforce ses capacités opérationnelles à Mfilou

Désormais le siège du projet destiné à la formation et la réinsertion socioprofessionnelle des jeunes basé dans le septième arrondissement, Mfilou, fait peau neuve, renforçant ainsi ses capacités d'accueil. Deux nouveaux bureaux et un hangar ont été construits de mars à juillet 2012.

Les travaux, contrôlés par un comité l'achat des matériaux a suivi faire connaître le projet et ses quant à l'implantation de ce projet de gestion mis en place à cet effet, rigoureusement les mêmes enjeux aux autorités de Mfilou. Pour dans leur arène. Pour Albert ont été exécutés selon le processus procédures. Comme pour marquer cela, rien n'a été fait au hasard. Des Mountou, un des responsables du normal d'attribution des marchés, à son territoire, l'Association Arbre de supports de sensibilisation (affiches, quartier 3, Nzoko, ce projet est une savoir l'acquisition préalable des Vie a mené une campagne de dépliants, banderoles, tee-shirts, aubaine pour les jeunes de Mfilou. Il



Une vue des apprenties en plein travail

lettres d'informations) ont été a, en outre, ajouté que les jeunes validés par le comités de gestion au vont s'assurer une auto prise en cours d'une réunion. Ces affiches charge et cessés d'être à la charge des parents. Pour les bénéficiaires, l'émotion est perceptible. Sage Kiminou, une dans des endroits stratégiques, les bénéficiaire, souligne : « Cette dépliants distribués et commentés formation m'a permis d'être apprécié par l'Equipe de gestion du projet pour une première fois à l'égard de sillonnant le quartier. ma belle famille. Parce que cette Les réactions ne sont pas fait formation a apporté une plu value attendre parmi les milliers des en ma personne ». populations touchées par cette Franck Ntsounga, lui aussi un campagne d'information. Sur la ligne apprenant, déclare : « J'ai abandon-téléphonique du projet, une centaine né le métier de la maçonnerie et la d'appels ont été reçus. Nombre vannerie pour me consacrer à la d'appelants se sont renseignés sur restauration grâce au aux initiatives de l'Association Arbre de Vie et du services de qualité ont été consultés pas seulement d'informer les comment y accéder. programme Concerté Pluri-Acteurs pour fournir les devis et ceux-ci ont populations des nouvelles mutations De même, les autorités administrati-Congo ». été comparés entre eux. De même, qu'a subies le projet mais aussi de ves ont manifesté leur satisfecit

Jean Bruno MITSOKO

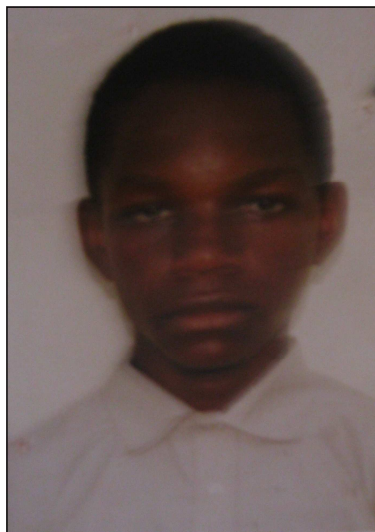
Réussir la réinsertion sociale d'un enfant ?

Dans le cadre du projet « appui à la coopération entre les acteurs étatiques et non étatiques travaillant pour les enfants en situation de rue au Congo », la Commission thématique formation insertion professionnelle du Réseau des intervenants sur le phénomène des enfants en rupture (REIPER) a placé 20 jeunes déscolarisés dans des ateliers d'apprentissage. Ils apprennent la menuiserie, la peinture bâtiment, la pâtisserie, la couture et la maintenance informatique.

Loin d'être le titre d'un mémoire ou d'une étude, il s'agit plutôt des cas d'enfants en cours de réinsertion sociale au niveau du REIPER.

Parmi ces jeunes : Christ Arveil NKODIA MATONDO, placé au centre de l'Action Espoir des Enfants en Détresse (AEED) à Brazzaville pour apprendre la peinture bâtiment. Il a une histoire, quelque peu, atypique.

Orphelin de père, avec une mère faisant des crises de folie, il est abandonné et se retrouve dans la



rue. Le soutien lui vient du choix-.

REIPER au travers de ce Lorsque l'offre lui a été faite projet financé par le d'apprendre un métier, le jeune Programme concerté pluri-homme a hésité. Le cœur balançant acteurs (PCPA). entre retourner au collège d'enseignement général, pour reprendre la

Agé de 19 ans, Christ Arveil fréquente régulièrement le classe de 6^e où il s'est arrêté et centre d'apprentissage d'où refaire le terrain perdu à partir d'un métier. Au final, il a opté pour le lui viendra le salut. Conscient de ce qu'il retrouvera le métier.

A l'instar de Christ Arveil, les autres jeunes retrouveront leur famille à fin un professionnel de peinture de la formation.

en bâtiment -le métier de son

Hervé NZONZI PALOULOU

AJID (Congo) – YIDIKA (France) :

Les deux associations ont décidé de faire route ensemble

Mis en œuvre, de manière, informelle, en novembre de 2011, lors de la prise de contact, le partenariat entre l'Association des Jeunes pour l'Innovation et le Développement (AJID) et l'Association Yidika, Village Créatif (basée en France) scellé par les deux partenaires, à Pointe-Noire (Congo), le 20 septembre 2012 est devenu une réalité. Les deux associations s'engagent à œuvrer ensemble dans le cadre des actions en faveur des jeunes.

Création d'un centre de formation et d'informations constituer pour le dédouanement du matériel. Charly a commencé, également, a travaillé sur l'établissement de devis pour le cyber espace, support au centre de formation et d'informations (mobilier, connexion internet,...). Le matériel informatique du centre a été dédouané par AJID, le 20 décembre 2012, et le centre de ressources est opérationnel. Ce



Lors de l'accord entre AJID et YIDIKA

de ce matériel. Pour l'instant, elles ont convenu que « pour ce qui est des livres et du matériel informatique, les locaux de l'AJID pourront être aménagés, de façon concertée, pour y développer un centre de formation et d'informations plus spacieux que celui existant actuellement ».

Etablir une connexion internet

Il est également envisagé la mise en place d'une connexion internet. Charly BIGOUNDOU KOUNBA, Volontaire de Solidarité Internationale, représentant Yidika et Franck Roger MATOKO, Président de l'AJID ont longtemps travaillé, dans un premier temps, sur le dossier à

centre de ressources assure la pérennité du projet « Appui à l'insertion des jeunes de Tié-Tié dans la vie professionnelle » et ses activités se résument en termes : d'Accueil, d'Information, d'Orientation, de Formation et d'Accompagnement des jeunes vers l'emploi.

Ce projet a bénéficié du financement du PCPA Congo.

Le centre de ressources comprend : un service accueil et information ; un cyber espace ; une bibliothèque ; un service accompagnement (animé par un psychologue et une conseillère de jeunesse) puis un service animation et formation.

Justin Ducker MAMBIKI

CUDEV initie 30 jeunes à la fabrication du savon à Brazzaville

La Coopération d'urgence de développement (CUDEV) a initié 30 jeunes de l'arrondissement I, Makélékélé à la fabrication du savon semi-moderne.

Cette initiation s'inscrit dans le cadre du projet d'Appui à l'Insertion socioprofessionnelle des jeunes désœuvrés du premier arrondissement de la capitale congolaise financé par le Fonds d'Appui Projet du Programme Concerté Pluri-Acteurs Congo.

La mise en usage du projet a débuté par une campagne de sensibilisa-



Fabrique de savon au projet de la CUDEV

tion des autorités municipales, des chefs de quartiers et des bénéficiaires.

Pour les autorités administratives, la sensibilisation a consisté à informer celles-ci de l'installation du projet destiné à la réduction du chômage chez les jeunes du premier arrondissement, Makélékélé. Auprès des bénéficiaires, il a été question de les informer sur les enjeux du projet afin que chacun des jeunes saisisse cette opportunité. Ces campagnes de sensibilisation ont été menées par la CUDEV et ses partenaires consécutivement à la descente du PCPA Congo

auprès des autorités municipales.

Puis s'en est suivie la mise en place des instances de gestion du projet : le comité de gestion, l'équipe de gestion et le comité de suivi-évaluation.

Les formateurs, quant à eux, ont été sélectionnés selon un curricula rigoureux. Les apprenants devraient répondre aux critères ci-après : avoir au moins un niveau Baccalauréat, être capable de travailler sous pression, avoir déjà travaillé au moins 1 an dans un projet ou une ONG connue et surtout être disponible.

La disponibilité des bénéficiaires y est. La forte capacité de mobilisation de CUDEV aussi.

Il faudra également compter sur l'encadrement de proximité du PCPA pour la pérennisation des acquis.

Junior NGUEMBO



Barres de savon

PROBLEMES ET APPROCHES SUR L'INSERTION SOCIO ECONOMIQUE DES JEUNES AU CONGO

Pendant que la situation économique du Congo s'est fortement améliorée durant la dernière décennie, la situation sociale quand à elle ne s'est pas améliorée dans les mêmes proportions. Dans ce contexte l'insertion socio économique des jeunes se pose avec beaucoup d'acuité, ce, en dépit de ses immenses richesses naturelles.

Le développement des exploitations à Brazzaville et 31,5% à Pointe-Noire contre 5,8% en milieu rural. A cela il faut ajouter la situation du sous emploi qui touche 52.5% des personnes actives, pour les deux principales villes du pays que sont Brazzaville et Pointe-Noire où vivent quasiment les 2/3 de la population



Roland Parfait
GOMA

spectaculaire des ressources financières de l'Etat et des taux de croissance du PIB des dix dernières années suscitent l'admiration de la communauté financière internationale bon nombre des Congolais (50,7%) vivent encore en dessous du seuil de pauvreté.

Dans ces conditions la situation sociale reste marquée entre autre, par le chômage des jeunes qui affecte beaucoup plus les jeunes âgés de 18 à 29 ans. En effet, l'enquête Congolaise au près des Ménages (ECOM) estime que le taux de chômage pour cette couche de la population s'élève à 33,1% chez les jeunes de 15-29 ans et 11,1% chez les personnes de 30-49 ans.

Ce problème se pose dans des proportions autrement plus inquiétantes en milieu urbain avec 32,6%

du Congo.

Pour mieux comprendre les causes de ce fléau, il est nécessaire de faire une rétrospective des trois dernières décennies.

En effet, durant les décennies 80, 90 et la première moitié de la décennie 2000, bon nombre des pays du sud dont le Congo ont été victime d'une grave récession économique qui a conduit la plupart d'entre eux à adopter sous le conseil du Fond Monétaire International (FMI) et de la Banque Mondiale, des programmes d'ajustement structurels.

Il sied de noter que ces pays ont pour la plupart négocié avec la communauté financière internationale en position de faiblesse.

Suite à ces négociations les programmes mis alors en œuvre

étaient inspirés des théories « néo classiques » qui recommandaient vivement aux différents gouvernements qui se sont succédés au Congo de réduire le train de vie de l'Etat. Le moyen alors trouvé était de réduire particulièrement les dépenses consacrées aux secteurs sociaux (Santé et Education), par le gel des recrutements à la fonction publique, la restructuration sinon la liquidation de quelques entreprises publiques de l'époque.

Cette mesure a ainsi privé les jeunes diplômés des opportunités d'emplois et a été le point de rupture de la période de plein emploi que le pays avait connu depuis l'indépendance. Par ailleurs, la baisse des dépenses dans le secteur éducatif a généré beaucoup des troubles sociaux en milieu scolaire et académique (grèves des enseignants, des élèves et étudiants) avec pour conséquence la baisse de la qualité des formations, la baisse du taux de scolarité et le rétrécissement de l'offre de formation (faible capacité d'accueil et faible diversité des filières de formation) accentuant ainsi l'inadéquation entre l'offre de formation et les demandes en ressources humaines émanant du secteur productif.

Comme pour ne rien arranger le fossé technologique s'est aggravé entre les pourvoyeurs d'emplois et les formateurs des ressources humaines, car les seconds n'ont pas pu suivre avec pertinence le rythme des innovations et mutations technologiques auxquels sont habitués les acteurs du secteur productif. Tous ces facteurs prit bout

à bout ont occasionné la déconnexion du système éducatif des réalités et des attentes du secteur productif, qui, sous l'impulsion des innovations technologiques, des mutations sociales, de la crise économique et de la crise environnementale devient de plus en plus exigeant en terme de qualification pour les postes à pourvoir.

Il sied de noter qu'une prise de conscience de plus en plus accrue se remarque à l'échelle nationale, mettant en évidence que la persistance des inégalités sociales peut avoir des conséquences graves sur la paix sociale et la stabilité politique.

Cependant, les actions et le volontarisme des pouvoirs publics n'est pas encore à la hauteur des défis à relever.

Et pourtant le Congo est signataire d'un certain nombre d'engagements internationaux en faveur de l'emploi, c'est le cas du pacte mondial en faveur du travail décent promu par l'OIT en 2009 l'Organisation Internationale du Travail (OIT), pacte qui vise la promotion du travail décent, aussi avec le même organisme le Gouvernement Congolais a signé le programme pays pour la promotion de l'emploi décent et plus récemment le 09 décembre 2010 la validation de la stratégie nationale de promotion des investissements à fort coefficient d'emploi (HIMO).

Toute fois à l'actif des pouvoirs publics on peut citer quelques actions qui ont permis de relancer la création d'emplois ;

(Suite page 11).

PROBLEMES ET APPROCHES SUR L'INSERTION SOCIO ECONOMIQUE DES JEUNES AU CONGO

(Suite de la page 10)

c'est le cas de la reprise des jeunes au Congo est strictement recrutement des jeunes diplômés à d'ordre structurel et non conjoncturel la fonction publique ,la reforme de son système bancaire, le développement des technologies de l'Information et de la Communica-



Un élevage artisanal de volaille

tion, le développement du secteur des mines solides et des Hydrocarbures , la politique de reconstruction et de modernisation des infrastructures (Routes, Aéroports, ports, barrages Hydroélectriques , Hôpitaux et écoles etc.) pour ne citer que cela. Le Congo traîne un paradoxe qui est techniquement et économiquement difficile à justifier ; à savoir celui d'un pays sous peuplé , immensément riche avec une volonté de modernisation qui s'observe à travers le volume toujours plus croissant de ses ressources consacrées à la construction des infrastructures d'une part et de l'autre , le taux de chômage qui reste à des niveaux (proche des taux observés dans les pays en graves difficultés financières et économiques du Continent Africain) ce qui nous semble inexplicable au vu des taux de croissance du PIB affichés ces dix dernières années.

Ce qui nous pousse à affirmer que la problématique du chômage des

que et financière actuelle le Congo peut dans un délai relativement court atteindre une situation de plein emploi, à condition qu'il se dote ou revisite certaines de ses politiques sectorielles majeures.

Nonobstant cette situation le Congo a encore toutes ses chances pour

améliorer et renforcer le caractère inclusif de sa croissance économique, afin de la mettre véritablement au service de la réduction du chômage et de la pauvreté. Dans un pareil contexte , il est nécessaire de se monter plus méthodique , plus pragmatique et plus volontariste pour juguler ce fléau afin de donner à la majorité des jeunes Congolais (diplômés ou non) de véritables perspectives pour leur insertion socio économique. Cette démarche passe par la mise en œuvre d'un véritable cadre de concertation qui réduise le déficit de collaboration entre les départements Ministériels (étant entendu que l'emploi est une question hautement transversale) et entre les autres parties prenantes (les entreprises, la société civile et les organisations patronales) à la résolution de la problématique de l'insertion socio économique des jeunes au Congo.

Au regard de sa situation économi-

que et financière actuelle le Congo peut dans un délai relativement court atteindre une situation de plein emploi, à condition qu'il se dote ou revisite certaines de ses politiques sectorielles majeures.

Nonobstant cette situation le Congo a encore toutes ses chances pour

améliorer et renforcer le caractère inclusif de sa croissance économique, afin de la mettre véritablement au service de la réduction du chômage et de la pauvreté. Dans un pareil contexte , il est nécessaire de se monter plus méthodique , plus pragmatique et plus volontariste pour juguler ce fléau afin de donner à la majorité des jeunes Congolais (diplômés ou non) de véritables perspectives pour leur insertion socio économique. Cette démarche passe par la mise en œuvre d'un véritable cadre de concertation qui réduise le déficit de collaboration entre les départements Ministériels (étant entendu que l'emploi est une question hautement transversale) et entre les autres parties prenantes (les entreprises, la société civile et les organisations patronales) à la résolution de la problématique de l'insertion socio économique des jeunes au Congo.

Améliorer et renforcer le caractère inclusif de sa croissance économique, afin de la mettre véritablement au service de la réduction du chômage et de la pauvreté. Dans un pareil contexte , il est nécessaire de se monter plus méthodique , plus pragmatique et plus volontariste pour juguler ce fléau afin de donner à la majorité des jeunes Congolais (diplômés ou non) de véritables perspectives pour leur insertion socio économique. Cette démarche passe par la mise en œuvre d'un véritable cadre de concertation qui réduise le déficit de collaboration entre les départements Ministériels (étant entendu que l'emploi est une question hautement transversale) et entre les autres parties prenantes (les entreprises, la société civile et les organisations patronales) à la résolution de la problématique de l'insertion socio économique des jeunes au Congo.

Insister sur la nécessité de prendre en compte les approches



Le repiquage de la ciboule

HIMO dans les investissements publics infrastructures et dans l'économie verte (reboisement, afforestation et valorisation des énergies renouvelables) ;

-Amélioré d'avantage la gouvernance des marchés publics pour favoriser l'émergence d'un tissu d'entreprises dense, qui assume

améliorer ses performances économiques dans un climat de justice et de cohésion sociale favorable à son émergence d'ici à 2025.

Roland Parfait GOMA

(Spécialiste des stratégies de promotion de l'emploi et des PME ;

Secrétaire Général de l'Association pour la Promotion de l'Initiative Privée -APIP-).

Direction générale de la formation qualifiante et de l'emploi

1792 jeunes désœuvrés et déscolarisés formés dans 17 filières

La direction générale de la formation qualifiante et de l'emploi du ministère de l'Enseignement technique et de la formation qualifiante a publié en octobre 2012, à Brazzaville, son rapport, intitulé : « état des lieux de la direction générale de la formation qualifiante et de l'emploi », sur la première session de formation qualifiante destinée aux jeunes désœuvrés et déscolarisés. Sur 2.181 jeunes ayant commencé ladite formation, 1.792 ont pu la suivre jusqu'au bout dans les 17 filières au programme.

La direction générale de la formation bâtiment 12, la coiffure 11, la pâtisserie 6 et la mécanique auto en 2010 et 2011 la première 3».

session de formation qui a intéressé 2.181 jeunes désœuvrés et déscolarisés. Au final, 1.792 ont terminé la formation avec un taux de déperdition de 17,84%. La formation a porté sur 17 filières.

Selon ce rapport, « l'issue de la formation a donné lieu aux activités d'accompagnement des apprenants en fin de formation par la prospection des postes de stage et par la mise en stage.

Ainsi sur 1792 apprenants en fin de formation, 959 ont été mis en stage, soit une proportion de 53,52%. De même sur 959 apprenants mis en stage, il y a, seulement, 48 qui ont été définitivement retenus (recrutés) soit 5,01 % du total des apprenants mis en stage. Il sied de signaler que l'hôtellerie a offert plus d'opportunité d'emploi à l'issue de stage avec 16 apprenants recrutés, suivi de l'électricité



Atelier de menuiserie

des lieux », en termes de perspectives, la Direction générale de la formation qualifiante et de l'emploi se propose de : former indépendamment du calendrier scolaire en organisant 2 à 3 sessions par année selon la durée des apprentissages et selon les filières.

Perspectives sur la problématique

De même, la Direction générale de

la formation qualifiante et de l'emploi organisera des formations à la carte (formation à la suite d'un besoin

ponctuel du marché du travail, à la

les départements du Congo.

Les formations seront organisées en pôles, à savoir :

- le pôle Brazzaville qui regroupera les apprenants des départements du Pool, des Plateaux et de Brazzaville ;
- le pôle Pointe-Noire qui regroupera les apprenants des départements de Pointe-Noire et du Kouilou ;
- le pôle Niari qui formera les jeunes en provenance des départements de la Lékoumou, de la Bouenza et du Niari ;
- le pôle Ouessou qui regroupera les apprenants des départements de la Likouala, de la Cuvette, de la Cuvette Ouest et de la Sangha.

Il est également important, d'après ce rapport, de signaler que pour la deuxième session, un nombre important d'apprenants finalistes bénéficieront de la composante installation qui va consister en la dotation de kits d'installation. Cette dotation pourra se faire soit individuellement, soit en groupement dans des filières où l'installation à propre compte est possible.

Marie France YOKA NGOKA.

demande d'une tiers entreprise ou d'un opérateur économique).

A quand la deuxième session de formation qualifiante ?

De sources proches de la Direction générale de la formation qualifiante et de l'emploi, il ressort qu'un programme y afférent a été élaboré.

La deuxième session de formation qualifiante intéressera les jeunes déscolarisés et désœuvrés de tous

ALTERNATIVES CITOYENNES

Siège: Case J 043 V OCH Moungali III Brazzaville
République du Congo

Email: pcpacongo@yahoo.fr / www.pcpacongo.org
Tél: + 242 05 538 34 24 / 06 645 35 57

Journal édité le par le Programme concerté pluri-acteurs Congo sous la responsabilité juridique de l'Association Terre et Village (ATV).

Directeur de publication : Félix BATANTOU OUMBA

Rédacteur en Chef : Justin MAMBIKI

Comité de rédaction : Delphine ARNOULD, Roger BOUKA OWOKO, Bernard MACKIZA, Olga Mireille KABANABANDZA, Alain Francis MBEMBA, Félix BATANTOU OUMBA, Justin MAMBIKI.

Imprimerie: Saint Paul / Brazzaville

Tirage: 2000 exemplaires

Montage : Service de communication du PCPA-Congo